

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Postières, postiers
et usager-e-s...

tous ensemble contre la privatisation

Le 23 septembre dernier, les postiers ont répondu Non à la transformation de l'entreprise publique en Société anonyme. La privatisation ne passera pas par eux. Malgré une intense propagande de la direction, relayée par le gouvernement, les salari-ées ont été plus de 40% à se porter grévistes et nombreux dans les manifestations, soutenus par une majorité des usagères et usagers.

L'OUVERTURE DU CAPITAL, C'EST LA PRIVATISATION À TERME

La Poste est souvent le dernier lien social dans les zones rurales, les villes et les quartiers populaires et constitue à l'instar des hôpitaux et de l'éducation nationale un exemple du service public, qu'il faudrait renforcer et développer. Alors que la pauvreté se répand dans toutes les couches. Elle a un véritable rôle à jouer en terme de garantie de l'égalité entre toutes et tous.

Bailly et Sarkozy ont fait le choix contraire, en n'entendant même pas une population qui refuse cette privatisation. Comme d'autres services publics (l'eau, l'électricité, le gaz), il s'agit de transformer la Poste en pompe à fric, plutôt que de conserver et de développer un véritable service rendu à la population. Ainsi, les files d'attente se rallongent, les populations les moins aisées sont considérées comme des charges, les pressions commerciales se multiplient sur le personnel.

La logique du profit que produirait une capitalisation de l'entreprise, le versement de dividendes à des actionnaires, amènerait inévitablement une augmentation des tarifs ou l'abandon de services insuffisamment rentables financièrement.

Devant l'impopularité de ce projet, le gouvernement Sarkozy tente un subterfuge en mettant en place une commission chargée de le mettre en musique, en s'appuyant au besoin dans un premier temps sur un partenaire public comme la caisse des dépôts. Mais personne ne doit être dupe du tour de passe-passe: quel que soit le

montage initial, une fois obtenue la transformation de la Poste en Société Anonyme, l'affaire serait réglée, les privatiseurs auraient les mains libres pour se goinfrer sur le bien public.

De même, les annonces de Guaino, conseiller de Sarkozy, du 2 novembre ne doivent pas nous leurrer. Quelques heures après avoir dit qu'il n'était plus question d'ouvrir le capital de la Poste, il a déclaré que le calendrier de cette ouverture restait « valable ». Il s'agit donc bien d'un simple coup de bluff sensé semer le trouble et nous diviser. C'est raté !

LES CAISSES NE SONT PAS VIDES

Alors que la crise financière a éclaté, les gouvernants préfèrent jouer la carte des capitalistes et des patrons, plutôt que celle de la population. Ainsi, le gouvernement ne trouverait pas d'argent pour financer La Poste, mais il débloque sans difficulté des liquidités pour renflouer les banques. Bizarrement, on entend plus guère les discours sur « les caisses vides » quand il s'agit d'injecter de l'argent frais dans le système financier privé, comme on n'entend plus guère la commission de Bruxelles hurler à la « distorsion de concurrence » et à la « concurrence libre et non faussée ».

Pire il réussit à débloquer en deux jours 360 milliards pour aider le système qui nous écrase. 360 milliards alors qu'il justifiait l'instauration de franchises médicales par un soi-disant « trou de la sécu » de 8 milliards d'euros. Et maintenant Bailly, président de la Poste, et le gouvernement veulent nous refaire le même coup en

racontant qu'il manque 3 milliards d'euros pour le Poste et que seul le changement de statut de l'entreprise publique permettrait de trouver cet argent. C'est pourtant exactement la même somme que le gouvernement a débloqué en une journée, sur des fonds publics pour renflouer la banque privée Dexia !

MOBILISONS-NOUS

Parallèlement à la mobilisation des postiers et postières, s'est construit un comité national contre la privatisation de la Poste autour de syndicats, d'associations et de partis politiques (même le PS, responsable de l'éclatement des PTT et de la privatisation de France Telecom, s'emballe et s'est rallié au comité).

Sur tout le territoire, des comités unitaires locaux se créent, ou sont en voie de constitution. Ils n'entendent pas remplacer la mobilisation et la lutte des postiers et des postières, mais au contraire leur apporter l'appui de la population par des actions convergentes : signature de pétitions, information dans les bureaux de poste, organisations de réunions publiques. Pour Alternative Libertaire, la lutte des postières et des postiers combinée avec une mobilisation de la population est le moyen de construire un véritable rapport de force sur la question des services publics.



**LE MENSUEL
DISPONIBLE
EN KIOSQUE**

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à Alternative libertaire

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, paiement en ligne ou chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM.....PRÉNOM.....

TÉL.....E-MAIL.....

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295
75921 PARIS Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org